

## « Les démocraties populaires : 1948-1989 (4 ou 5 heures) »

Lorsque s'achève la guerre, **les victoires de l'Armée rouge ont constitué un glacis dans lequel l'autorité de l'URSS s'exerce sans contre-pouvoirs effectifs : il correspond à la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.** Il faut y ajouter la zone d'occupation en Allemagne, qui deviendra la RDA, et deux pays où la **résistance communiste a pris le pouvoir après avoir joué un rôle majeur dans la lutte contre l'Axe : l'Albanie et la Yougoslavie**, qui adhère au magistère soviétique jusqu'en 1948.

Ces entités sont diverses en ce qui concerne leur organisation socio-économique, leur paysage religieux, le rapport historique qu'elles entretiennent avec la Russie/URSS, l'espoir mis dans le communisme et leur expérience du pluralisme politique. Nonobstant ces contrastes, un système aussi uniforme que possible s'y impose en quelques années, conjuguant élimination de fait du pluralisme au profit des communistes et soumission à Moscou (acquise dans les pays du glacis entre 1945 et 1948), terrorisme visant à déstructurer les identités nationales, évolution vers le socialisme d'État. Le qualificatif de *démocraties populaires* est utilisé (1947) pour désigner ce nouveau type de régime, appelé au dépassement de la démocratie « bourgeoise » et à l'édification du socialisme.

La mort de Staline et le cours nouveau introduit par ses successeurs permettent de mesurer le rejet de ce modèle imposé de l'extérieur, rejet déjà manifesté par la résistance yougoslave à la soviétisation. Un équilibre se cherche. Si toute remise en cause jugée dangereuse est passible d'une répression qui s'abat sur les dirigeants et la société (l'Octobre hongrois), les partis communistes nationaux acquièrent une marge réelle. En témoignent la gestion ouverte de la crise polonaise de 1956, le positionnement diplomatique roumain et plus généralement le réformisme à l'œuvre à partir des années 1950, lui-même indissociable des mutations sociales (accroissement des effectifs ouvriers, essor d'une intelligentsia technique et forte augmentation des diplômés). La tentative de refondation du socialisme tchécoslovaque (1963-1968) montre qu'une alliance est possible entre les groupes sociaux dynamiques et la fraction modernisatrice du Parti, pour réformer sans nier les acquis du régime ; mais le « printemps de Prague » marque les bornes de la réforme et celles de la souveraineté.

À partir de la seconde moitié des années 1970, les dysfonctionnements s'accroissent et touchent même les démocraties populaires les mieux placées en matière socio-économique (RDA). L'ouverture des économies puis l'augmentation du prix des hydrocarbures induisent une dette extérieure et une dépendance énergétique insurmontables. La force mobilisatrice du marxisme-léninisme et la conviction qu'il est possible d'améliorer les choses se sont érodées : un fossé se creuse entre le consensus apparent et le détachement réel. Tout ceci se traduit, de manière inégale selon les pays, par la non-satisfaction de besoins élémentaires, une perte de vitalité, une autonomisation accrue de la *société civile*, que reflètent, inégalement là encore, la montée de la *dissidence* et la régression de l'athéisme.

C'est en Pologne que s'identifie le mieux le divorce entre l'État et la nation, adossée à l'Église et au patriotisme, eux-mêmes renforcés par l'élection pontificale du cardinal Wojtyła en 1978. L'état d'urgence imposé dans ce pays fin 1981 confirme que le régime ne survit que par l'usage de la force et, en dernier ressort, la menace d'une intervention soviétique. Là comme ailleurs, l'évolution de la politique extérieure soviétique sous Mikhaïl Gorbatchev introduit donc un paramètre décisif. Les régimes de démocratie populaire disparaissent en six mois en 1989, y compris en Bulgarie, RDA et Roumanie, où le pouvoir signifiait pourtant qu'il ne voulait rien lâcher.

**Société civile :** Cette expression est employée aujourd'hui par opposition au monde des professionnels de la politique. Dans le contexte de ce thème d'étude, elle désigne l'ensemble des structures sociales indépendantes de l'État, tout en entretenant avec lui des rapports inévitables. Soumise à une volonté de désagrégation pendant la période de mise en place des démocraties populaires et très contrôlée durant les années qui suivent, la société civile reprend une marge d'autonomie à partir des décennies 1960 et surtout 1970. Familles, communautés rurales, cercles religieux et intellectuels, associations professionnelles, groupes défendant l'application de la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki, ensembles théâtraux et musicaux, entreprises parallèles, réunions de savants ou de militants écologistes, etc., offrent des espaces de mise à distance, de débat, parfois de contestation.

### Plan de cours :

- I. La mise en place des démocraties populaires (1945-1949) : (étude de carte)
  1. Des situations différentes :
    - a. Les pays libérés par l'Armée Rouge,
    - b. Les pays libérés par les résistances communistes (Albanie, Yougoslavie)
    - c. Chronologie des RP.
  2. Les mécanismes de la prise du pouvoir par les communistes :

### Exemple bulgare et tchécoslovaque.

3. Des « sociétés civiles » très diverses aux relations très variées avec l'URSS :
  - II. Une unité de fonctionnement et du rejet du modèle à crise du système: (1953-1980)
    1. L'édification de la société socialiste.  
Transformation économique, coopération internationale dans le cadre du CAEM
    2. L'organisation du pouvoir : la démocratie populaire ou « l'anti-démocratie bourgeoise ».
    3. - soumission à Moscou, disparition du pluralisme, omnipotence du Parti Communisme
  4. Des crises de plus en plus difficiles :  
**L'exemple de la Hongrie + Chronologie des révoltes en Europe de l'Est.**
  5. L'impossible refondation. (exemple Tchécoslovaque)

- III. L'effondrement : (1980-1989)
  1. L'exemple polonais.
  2. Chronologie de l'effondrement

### 3. Une réorganisation de l'Europe : Démocratie, Coopération et Guerres Civiles.

Introduction :

La mise en place des démocraties populaires est indissociable de la situation de l'Europe en 1945 et de l'affirmation de l'URSS en tant que Grandes Puissances et modèle d'organisation sociale et étatique.

Plusieurs raisons conduisent l'URSS à étendre en Europe de l'Est son influence et sa domination :

- l'expression d'une grandeur retrouvée après plus de 20 ans,
- la mise en place d'un glacis défensif (peur d'un retour du fascisme, hégémonie américaine)
- l'Internationale Socialiste et la Révolution Proletarienne.

Dès 1945, les PECO vont donc être soumises à la domination soviétique ou celles de mouvements communistes qui prirent le pouvoir.

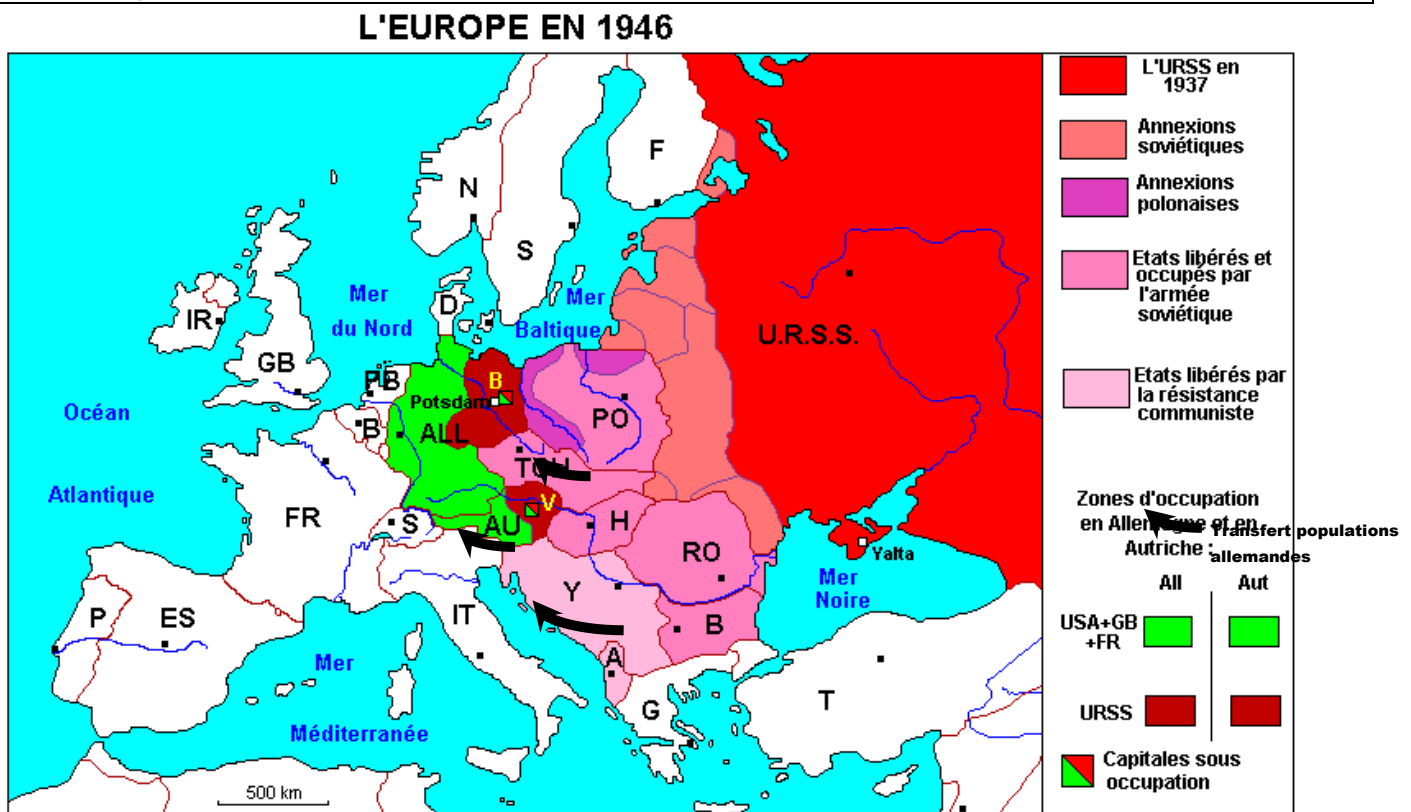
Mais, face aux alliés et aux accords signés en particulier ceux de Potsdam (2 Août 1945) concernant en particulier l'Allemagne et la Pologne, les soviétiques se doivent d'adopter une position conciliante qui peu à peu, laissera place à une rigoureuse domination et soumission des pays situés derrière le « rideau de fer ».

Pbmtq : Quels éléments dans l'origine et le développement des D. P. peuvent expliquer leur échec et leur effondrement ?

#### I. La mise en place des démocraties populaires (1945-1949) :

##### 1. Une mise en place à des rythmes différents :

Etude de cartes : p 198-199



Q1 : Quelles sont les conséquences territoriales pour l'URSS de la victoire de 1945 ?

Q2 : Quelles sont les situations politiques et militaires des PECO en 1945-1946 ?

Q3 : Quelles sont les conséquences de la défaite pour les populations allemandes d'Europe de l'Est.

Q1 : L'URSS annexe d'importants territoires d'Europe de l'Est. Les pays Baltes deviennent des Républiques de l'URSS, tout comme la Moldavie une ancienne province Roumaine ; D'autres territoires sont rattachés à La Fédération d'Ukraine ou à celle de Russie.

Q2 : La carte met en évidence 3 situations différentes :

- Les Etats libérés par l'Armée Rouge (P, Tch, H, B, Ro)
- les Etats libérés par la résistance communiste (A, Y)
- le cas particulier de l'Allemagne et de l'Autriche qui perdent leur statut d'Etats et deviennent des zones d'occupation. Les deux capitales devenant des zones partagées par les 4 puissances victorieuses.

Q3 : Les peuples allemands vivant en Europe de l'est sont contraints de quitter leur pays de résidence pour immigrer en Allemagne ou en Autriche. Plus de 12 millions de personnes durent quitter les PECO souvent dans des situations d'extrême précarité voire de violence.

#### a. Les pays libérés par les résistances communistes (Albanie, Yougoslavie)

La libération de leur territoire par des Résistants communistes conduit à la mise en place de régime socialiste proche du modèle soviétique.

En Yougoslavie, le M<sup>r</sup> TITO, héros de la résistance prend le pouvoir et fonde la République fédérative Populaire de Yougoslavie, un état fédéral centré sur la Serbie mais habité par de nombreuses minorités ethniques et religieuses. La personnalité de Tito assure à la nation sa cohésion et permet au régime communiste d'obtenir un soutien populaire important.

Très vite dès 1950, La Yougoslavie de Tito (contrairement à l'Albanie) s'éloigne de l'URSS stalinienne. La rupture est définitive et explique les évolutions propres de cet état :

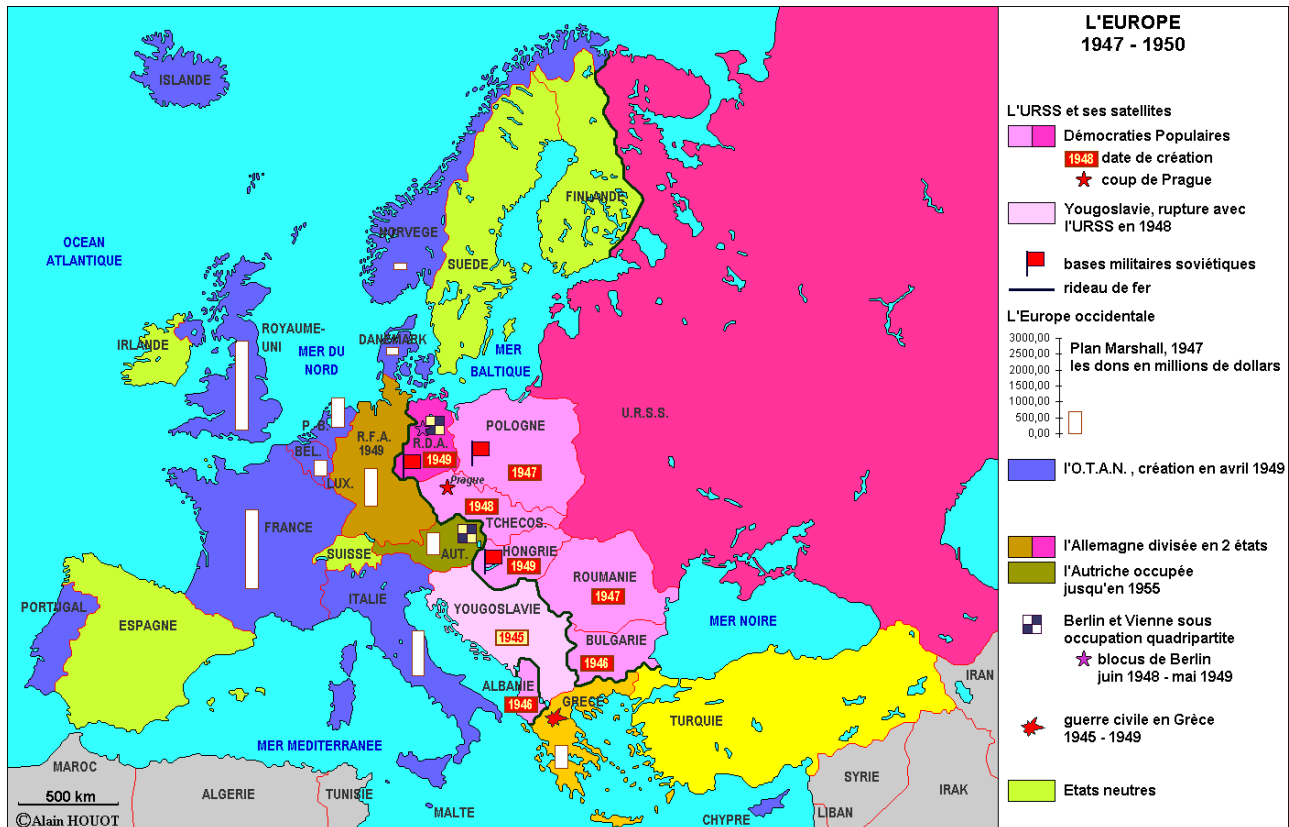
- refus d'adhérer au CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, voire COMECON)
- changement de nom en 1950, la Yougoslavie abandonne le terme de démocratie populaire au profit d'Etat socialiste.
- non participation au pacte de Varsovie et choix d'une position intermédiaire entre Bloc de l'Est et Bloc de l'Ouest.

Si la Yougoslavie reste une dictature communiste jusqu'en 1989, elle ne peut être considérée comme un état satellite de l'URSS.

### b. Les pays libérés par l'Armée Rouge.

Dans ces pays, l'URSS maintient des bases militaires et va peu à peu imposer sa domination. Très vite, ces pays deviennent donc des « **pays satellites** ».

La mise en place des démocraties populaires se fait à un rythme différent car les états connaissent des situations sociales et politiques très variées.



**Q1 : Relevez les années durant lesquelles les PECO deviennent des démocraties populaires.**

R :

- 1946 : Bulgarie (RP),
- 1947 : Pologne (RP), Roumanie (RS)
- 1948 : Tchécoslovaquie (RS)
- 1949 : Hongrie (RP).

### 2. La prise du pouvoir par les communistes :

**La prise du pouvoir et la mise en place des DP s'est faite selon différents mécanismes dans les PECO**

#### - le cas bulgare :

La Bulgarie possède une histoire commune avec la Russie (soviétique). Il s'agit de deux pays slaves dont les langues et la culture traditionnelle sont très proches.

Il existe un soutien important au mouvement communiste et à l'amitié soviétique né durant la période de dictature fasciste (Tsankov 1923-1930), suivie de la monarchie autoritaire de Boris III (1930-1943). La mise en place d'un régime socialiste s'est faite de façon rapide et sans contestation.

Lors de la libération par l'armée rouge durant l'été 1944, les Bulgares se rassemblent dans un Front Patriotique dominé par les communistes (épuration politique, déclaration de guerre à l'Allemagne).

Les élections d'octobre 1947, donne une large victoire au FP et la majorité des sièges de l'AN aux communistes.

M. DIMITROV (mort en 1949), chef communiste, ancien dirigeant du Komintern (devenu Kominform en 1947) devient le nouvel homme fort du pays et met en place la RP de Bulgarie qui devient un état satellite de l'URSS. Il n'y eut pas de contestation car le régime avait éliminé l'opposition de longue date et disposait d'un large soutien populaire. Durant la période 1947-1950 de nombreuses purges permettent au PCB de s'assurer la mainmise sur tous les rouages de l'Etat. (Jivkov : 1955-1989)

#### - le cas tchécoslovaque.

**Doc. 1a-b p 200 + photo p202**

**Q1 : Quels éléments dans la culture politique du pays pousse à la mise d'un état socialiste ? (citations)**

**Q2 : Que pouvez-vous conclure de l'organisation des élections qui furent parfois organisées lors de la mise en place des DP ?**

**Q3 : Quel moyen de prise de pouvoir cette photo met-elle en évidence ?**

La Tchécoslovaquie possédait une tradition démocratique et abritait des partis politiques pro-occidentaux. Le Président Benes, chassé par les nazis s'était réfugié à Londres mais avait signé dès 1941 un traité d'alliance avec Moscou. De retour en Tchécoslovaquie en 1945, il redevient chef de l'état mais doit tenir compte de l'importance de PCT. L'organisation d'élections libres en 1946 (promises par Staline à Yalta en F.1945) place le PCT en 1<sup>ère</sup> position avec 38% des voix, Gottwald, chef du PCT devient Premier Ministre. Benes pense pouvoir maintenir un régime démocratique en Tchécoslovaquie. L'année 1947, permet aux communistes de se renforcer et d'éliminer des partis d'opposition.

**P202 :**

**En Février 1948 : Coup de Prague**

Mais si l'URSS accepta l'organisation d'élections celles-ci ne furent pas libres.

En Tchécoslovaquie, le Parti Communiste disposait d'un soutien populaire important mais souhaitait mettre en place « un socialisme très différent du modèle russe ». Le rejet de la domination nazie avait créée, dans ce pays, un sentiment antifasciste favorable à la diffusion du communisme : « nous avons fini par percevoir le communisme comme le contraire du nazisme », dont les valeurs étaient la « dignité de l'homme et la solidarité entre tous les humains ».

**Complément de cours.**

**- le cas polonais :**

La Pologne possède une tradition de lourde méfiance vis-à-vis de la Russie devenue URSS. En effet, en 1815, l'Etat polonais fut détruit et partagé entre l'Allemagne (Prusse) et la Russie. La révolte dite du « printemps des peuples » de 1848 s'était soldée par l'écrasement des nationalistes polonais exécutés par milliers et un durcissement de l'occupation russe.

La double défaite russe puis allemande de 1918 conduit à la restauration d'un état polonais mais la défaite de 1939 entraîne une nouvelle division de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS.

La Pologne avait créé en Angleterre un gouvernement libre durant l'occupation nazie qui s'opposait au gouvernement procommuniste dit de Lubin mise en place durant l'été 1944 par les soviétiques.

La mise en place d'un régime communiste ami de l'URSS se heurte donc au poids du passé et à l'opposition viscérale de la population polonaise vis-à-vis de l'URSS. La religion est un autre frein car la société très catholique de Pologne est très opposée au dogme communiste de la laïcité qui fait de la religion « l'opium du peuple ».

Si l'état devient un état communiste, cela se fait par l'application d'un violent contrôle de la population par le nouveau chef polonais imposé par Moscou, **Boleslaw Bierut**. Jusqu'à sa mort en 1950, il met en place un véritable état policier sur le modèle soviétique et fait disparaître toute opposition. Les élections truquées de janvier 1947 conduisent à la mise en place de la République Populaire de Pologne.

Plus qu'ailleurs, la répression anticommuniste et la « dékoulkisation », élimination des paysans qui refuse la collectivisation conduisent à une profonde césure entre une population réduite a silence mais fortement anticommuniste et un régime communiste fondé sur la terreur.

**- le cas de la RDA.**

C'est la Guerre Froide et en particulier la crise de Berlin de 1948-1949 qui conduit à la naissance de la RDA. Sa situation géopolitique fait d'elle, non seulement un lieu de forte présence soviétique mais aussi une « vitrine » du socialisme. La RDA sera donc, parmi les Démocratie populaire, un laboratoire d'expérience socialiste. Mais la fermeture totale de Berlin en 1961 qui avait été une porte de sortie dans le « rideau de fer » témoigne de l'échec politique soviétique de faire des Démocratie Populaire des modèles pour une Europe de l'ouest restée capitaliste. (2 grands dirigeants : Walter Ulbricht jusqu'en 1971, Erich Honecker jusqu'en 1989)

**3. Des « sociétés civiles » très diverses.**

**TABLEAU 8. — POPULATIONS URBAINE ET RURALE DEPUIS 1946**

	Date du recensement ou de l'estimation	Total en milliers d'habitants			Répartition en %		
		Urbaine	Rurale	Total	Urbaine	Rurale	Total
Allemagne de l'Est. (sans Berlin-Est)	29-10-1946	11.240	5.940	17.180	65,4	34,6	100,0
	31-12-1955	11.633	5.059	16.692	69,7	30,3	100,0
Bulgarie .....	21-12-1946	1.731	5.292	7.022	24,6	75,4	100,0
	1-12-1956	2.556	5.073	7.629	33,5	66,5	100,0
Hongrie .....	1-1-1949	3.180	6.027	9.207	34,5	65,5	100,0
	31-12-1955	4.010	5.850	9.860	40,7	59,3	100,0
Pologne. ....	14-3-1946	7.425	16.201	23.625	31,4	68,6	100,0
	31-12-1956	11.800	15.700	27.500	43,0	57,0	100,0
Roumanie. ....	25-1-1948	3.713	12.159	15.873	23,4	76,6	100,0
	21-2-1956	5.475	12.014	17.489	31,3	68,7	100,0
Tchécoslovaquie ..	22-5-1957	5.935	6.229	12.164	48,8	51,2	100,0

Les DP ne sont pas des états homogènes :

- Différences démographiques en 1945-1946 :

La population totale varie énormément d'un état à l'autre ; ainsi l'Albanie (hors tableau) ne compte que 2 millions d'habitants. La Bulgarie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont respectivement 7, 9 et 12 millions d'habitants (1957) et apparaissent comme des états peu peuplés.

La Pologne (23 M), la RDA (17 M) et la Roumanie (16M) sont les états les plus peuplés de l'Europe de l'Est.

### **Evolutions démographiques jusqu'en 1955 :**

Mise à part la Pologne et la Roumanie, les autres pays de l'est connaissent une très faible croissance économique. La RDA perd même plus de 500 000 habitants en 10 ans. Durant les années qui suivent la moyenne des départs vers l'ouest via Berlin Ouest se situe autour de 100 000 par an. C'est la principale raison de la construction du mur de Berlin le 16 août 1961 qui ferma la « porte de la liberté ».

### **- Des différences sociologiques :**

La Bulgarie, la Roumanie et la Pologne sont des états dont l'économie est encore fortement rurale. Ils le demeureront durant toute la période.

La RDA et dans une moindre mesure, la Tchécoslovaquie et la Hongrie sont des états plus urbanisés et à tradition industrielle. Ils apparaissent comme socialement plus modernes.

Pour autant, les différences sociologiques n'expliquent pas forcément la différence d'acceptation du régime soviétique mais peuvent expliquer les réticences à l'application de l'économie socialiste. En Pologne, en Hongrie, l'attachement à la propriété de la terre fut des freins importants à la collectivisation. Inversement, l'existence d'une classe ouvrière nombreuse et à tradition marxiste (malgré la répression nazie du KPD) furent des appuis à la mise en place d'un état socialiste en RDA et en Tchécoslovaquie.

L'acceptation du modèle soviétique dans les démocraties populaires fut donc inégale mais derrière le « rideau de fer » toute opposition conduisait à la répression, ainsi peu à peu un système unique se met en place et les DP deviennent des **états satellites de l'URSS**.

La mise en place des DP est donc synonyme de mise en place de **dictatures communistes et la disparition du pluralisme politique**. Le **parti communiste** devient **omnipotent et omniprésent** dans toutes les Républiques d'Europe centrale. Mais le bloc de l'est n'est un bloc qu'en apparence. Les différences internes sont nombreuses, tout comme les relations avec l'URSS.

## **II. De l'unité de fonctionnement (1946-1953) au rejet et à la crise du système: (1953-1980)**

### **1. L'édification de la société socialiste et l'alignement sur Moscou.**

#### **P196 : étude de doc.**

Q1 : identifiez l'origine du document et le contexte de sa réaction.

Q2 : En quoi ce document témoigne-t-il d'un alignement des DP sur l'URSS. (Description graphique)

#### **P201 :**

Q3 : Relevez les symboles communistes et les principes économiques empruntés à l'URSS. (Description graphique)

Q4 : A quelle forme de communication peut-on rattacher ces 3 documents.

- soumission à Moscou, alignement.
- adoption des principes économiques (collectivisation, nationalisation, planification)
- propagande communiste (symbole marxiste, unité de la société, jeunesse heureuse)

#### **Doc p203 : Affiche de propagande RDA.**

### Transformation économique, coopération internationale dans le cadre du CAEM. :

Cette affiche met en évidence l'un des grands principes de l'économie des DP.

EN 1949 : le CAEM : Conseil Assistance Economique Mutuelle est fondé. Son but est la mise d'échanges des productions industrielles dans le cadre d'un marché commun. Dans les faits, l'URSS instaure un système qui fonctionne à son profit. Les pays satellites fournissant à l'économie soviétique les biens qui lui manquent ; Les planifications économiques des DP sont donc la traduction des besoins soviétiques ; Certains états demeurent fortement agricoles (Pologne, Roumanie) et se chargent de produire les biens alimentaires nécessaires à l'URSS. D'autres s'industrialisent (RDA, Tchécoslovaquie) et deviennent fournisseurs de biens manufacturés.

Si comme le dit l'affiche, « le fer est russe, le charbon polonais, et l'acier est-allemand », ce dernier est principalement destiné à satisfaire les besoins de l'URSS.

**La démocratie populaire** devient dans la propagande « **l'anti-démocratie bourgeoise** ». Pour la propagande et les élites communistes, la démocratie occidentale est une démocratie de façade. En effet, dans la pensée marxiste-léniniste, il n'y a pas de démocratie sans égalité sociale ; les régimes capitalistes de l'ouest sont inégalitaires et donc faussement démocratique. C'est pourquoi les démocraties populaires e présentent comme de nouvelles démocraties fondées sur l'égalité sociale.

Q1 : Relevez une citation qui témoigne de la mise en place de l'égalité sociale et de la fin de la société capitaliste.

Q2 : Quelle forme officielle prend le pouvoir ? Qu'en pensez-vous ?

### 3. Des crises violentes :

- Chronologie des révoltes en Europe de l'Est. (p207+ carte p199)

L'instauration de régimes communistes dans toute l'Europe orientale ne s'est pas faite sans contestation. Durant la période 1945-1981, un grand nombre de démocraties populaires connurent des manifestations antigouvernementales qui furent sévèrement réprimées.

#### a) la RDA :

W. Ulbricht, le chef de l'Etat de la RDA incarne dans son pays, la dictature du Parti Communiste soutenu par le pouvoir stalinien. La mort de Staline, le 5 mars 1953, conduit à un changement d'attitude du régime soviétique symbolisé par l'annonce par Beria, chef du MKV, de la libération d'un million de prisonniers soviétiques du Goulag. Début juin, le Politburo prononce un discours sur les erreurs stalinienne ; ce discours est interprété comme un signe de changement possible et conduit à la multiplication des oppositions internes dans les pays de l'est.

Les 16/17 Juin 1953 : Des appels à la grève générale sont prononcés. Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent dans les grandes villes est-allemandes. A Berlin, les manifestations et la grève générale tournent à l'émeute. Après une journée de désordre, Ulbricht demande l'aide de l'Armée Rouge pour mettre fin aux émeutes.

La répression est violente : 50<sup>aine</sup> de morts, 16 000 arrestations.

Une des conséquences indirectes de la répression et du durcissement du régime de la RDA est la fuite de chaque année entre 1951 et 1961, de 200 000 à 300 000 est-allemands. C'est pour cela que le gouvernement est-allemand construit le mur de Berlin (16 Août 1961)

#### b) En Hongrie :

La plus sanglante et la plus symbolique fut la répression de 1956 qui toucha la Hongrie après le soulèvement du 23 octobre 1956 dont les objectifs étaient la réforme du régime stalinien.

Pendant dix jours, le peuple hongrois s'est senti libre et a exercé cette liberté ; les ouvriers ont notamment formé des conseils qui ont pris en main la gestion des entreprises. C'est une centaine de conseils ouvriers qui se sont créés dans tout le pays. Leurs programmes sont différents, mais ont des points communs : l'abolition de l'ÁVH (police secrète), le retrait des Russes, l'instauration des libertés politique et syndicale, la gestion ouvrière des usines et l'amnistie de tous les détenus politiques.

**Le 4 novembre 1956**, plus de 20 000 soldats soviétiques et de nombreux chars répriment le mouvement. Les combats feront plus de 3500 morts et des dizaines de milliers de blessés. Une répression féroce conduira à l'arrestation et à la condamnation de milliers d'autres insurgés. Le 1<sup>er</sup> ministre Nagy fut arrêté puis condamné à mort en 1958.

#### c) La Pologne ou l'opposition religieuse.

##### Photo p :

En Pologne, l'opposition prend un caractère religieux. Le peuple polonais contrairement au reste du monde slave est catholique. L'Eglise va constituer un espace de contestation à l'intérieur du pays. En effet, les réunions publiques sont impossibles dans le cadre de mouvements politiques démocratiques ; L'état socialiste contrôle tous les institutions sociales (syndicats, associations culturelles, enseignement...). Les assemblées religieuses et en particulier, les messes dominicales deviennent donc des lieux d'expression. Les prêtres forment, par leur nombre et leur sentiment anticommuniste, une force d'opposition.

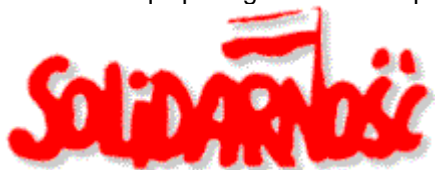
A la fin des années 1970 et début des années 1980, l'Eglise devient, de façon encore plus évidente, une force politique.

- **le 16 octobre 1978** marque un tournant historique pour les catholiques polonais car **Karol Wojtyla** devient le pape **Jean-Paul II**.

- **Octobre 1980** : **Grève générale des chantiers navales de Gdansk** et création du syndicat indépendant Solidarnosc par **Lech Walesa** et Anna Walentynowicz. Le mouvement prend de l'ampleur dans toute la Pologne et finit par regrouper 10 millions des 13 millions de salariés polonais.

Solidarnosc devient une force de contestation si puissante que le pouvoir reconnaît son existence légale et doit accepter sa présence.

Lech Walesa : «L'Eglise nous conseille d'être toujours modérés, d'être conscients, de trouver un compromis... C'est nous qui modérons les gens. C'est grâce à nous qu'on ne tire pas sur le pouvoir, si le pouvoir n'a pas encore été rejeté... Sans nous il y aurait déjà la révolte populaire. Et c'est d'ailleurs un pouvoir conscient des dimensions de la crise économique qui a permis peut-être la création de Solidarność en sachant que nous jouerions un rôle d'amortisseur raisonnable qui protégera même le pouvoir et le Parti contre la colère populaire »



- Le 13 décembre 1981 et dura jusqu'au 22 juillet 1983 : **Etat d'urgence en Pologne**.

Durant plus d'un an et demi, le pouvoir est donc entre les mains des militaires polonais et du général **Jaruzelski** qui avec l'aide de l'Armée Rouge maintient le PC polonais au pouvoir entre 1981 et 1989, tout en faisant face à une intense contestation interne.

#### d) L'impossible refondation, en Tchécoslovaque, le « Socialisme à visage humain ».

La contestation en Tchécoslovaquie a toujours été vive durant la période 1948-1989, elle se nourrit d'une tradition démocratique restée forte et d'une opposition nationaliste Slovaque qui rejette le modèle socialiste unitaire dans l'espoir d'une indépendance.

La Tchécoslovaquie va tenter une expérience intéressante qui se soldera par un échec.

Janvier 1968 : Dubcek devient Secrétaire Général du PCT et veut engager son pays dans une série de réforme fondée sur trois points et qualifiée de « **Socialisme à visage humain** » (**nouveau Président de la République : Svoboda**) :

- **Réformes économiques**, (rapport du ministre Ota Sik, voie économique moyenne entre économie planifiée et économie de marché, développement d'une industrie diversifiée pour rattraper le retard)
- **Voie nationale qui doit permettre une prise de distance par rapport à l'URSS**, (retrait du CAEM et du Pacte de Varsovie)
- **Une démocratisation de la vie politique qui permettent l'expression de la contestation dans un cadre légal.** (mouvement d'écrivains libres autour de V. Havel, Vaculik, Kundera)

Dubcek et Svoboda cherche donc à réformer le système de l'intérieur et non à le détruire ; c'est ce que l'on appelle le « Printemps de Prague ».

**En Avril 1968**, leur programme est accepté par le PCT mais se heurte à l'opposition des soviétiques (Brejnev) qui organisent une condamnation de cette voie par les autres démocraties populaires.

**En Mai** : Dubcek invite le peuple à manifester son soutien à sa politique face aux pressions soviétiques. Grandes manifestations populaires à Prague. Expression démocratique.

Juillet-Août : Durcissement soviétique, condamnation par les membres du Pacte de Varsovie et adoption de la notion de « souveraineté limitée » qui lie plus étroitement les PECO à l'URSS.

**21 Août 1968** : Les forces du Pacte de Varsovie interviennent en Tchécoslovaquie et mettent fin aux manifestations par la force. Entre 50 et 80 morts, milliers d'arrestations, fuite vers la Suisse de milliers d'opposants (70 000 dans les jours qui suivent et 400 000 jusqu'en 1989).

#### Film

1969-1975 : Politique de « **Normalisation** »

- Décembre 1968 : le Congrès du PCT annule les mesures du Printemps de Prague

- Avril 1969 : remplacement de Dubcek par Husak (nouvel homme fort du PC)

-1975 : Le Pst Svoboda démissionne et est remplacé par Husak qui cumule désormais toutes les fonctions de direction.

Un lien utile :

<http://www.histoire.ac-versailles.fr/old/pedagogie/terminales/textes21aout.htm>

**Comme le montre tous les exemples, la contestation à exister dans les démocraties populaires. Elles furent internes aux PC ou l'expression des mécontentements populaires.**

### III. L'effondrement (1980-1989) P208-211 :

#### 1. les causes de l'effondrement :

##### a) La crise du modèle soviétique.

Chronologie de l'effondrement soviétique :

- 1982 : Mort de Brejnev ouvre une période de 3 ans de transition. La crise économique couve en URSS où l'état a de plus en plus de ml à subvenir aux besoins de la population.

- 1985 : M. Gorbatchev est choisi comme nouveau Secrétaire Général du PCURSS. Il incarne la voie de la modernisation de la réforme en URSS.

- 26 Avril 1986 : Catastrophe de Tchernobyl dont les répercussions sont multiples. L'URSS qui dans un premier temps cache l'ampleur de l'accident décide d'ouvrir aux inspecteurs les sites (mise en place de la commission de l'ONU sur les conséquences de l'explosion.

- 1986-1989 : Politique soviétique dite de **Glasnost** (transparence) et de **Perestroïka** (Restructuration économique)

#### Photo p210 :

Q : Quel mot est ajouté aux deux mots russes sur le T-shirt de la manifestante ?

Dans les démocraties populaires, Gorbatchev et sa politique deviennent le symbole d'un **communisme réformateur** qui doit entraîner des changements démocratiques voire de la fin du communisme.

Gorbatchev incarne le changement d'orientation de la politique soviétique. Vis-à-vis des DP.

- 1988 : Gorbatchev affirme publiquement le droit de chaque DP à choisir sa propre voie. Ce changement s'explique par les difficultés économiques intérieures que connaît l'URSS. La fin de la domination sur l'Est = fin de la présence coûteuse de l'armée Rouge dans les DP et donc une baisse des dépenses militaires qui ruinent l'Etat. Cela permet également à Gorbatchev de concentrer ses efforts sur la sauvegarde du communisme en URSS.

-1989 : Un mouvement général de contestation conduit à l'effondrement auquel l'URSS ne s'oppose pas (Texte 1 p208)

#### b) les nouvelles contestations dans les DP.

**Des conflits économiques et sociaux :**

Les sociétés civiles des pays de l'est affrontent durant la décennie 1980-1989 une importante crise économique et sociale. Le chômage qui, officiellement n'existe pas dans les PECO, peut en réalité atteindre 20% population active qui reste « inemployée ». Les entreprises ne parviennent pas à fournir les biens de base ce qui provoque d'importantes pénuries et un intense marché noir.

Les contestations sociales sont de plus en plus vives.

**La voix de la dissidence :**

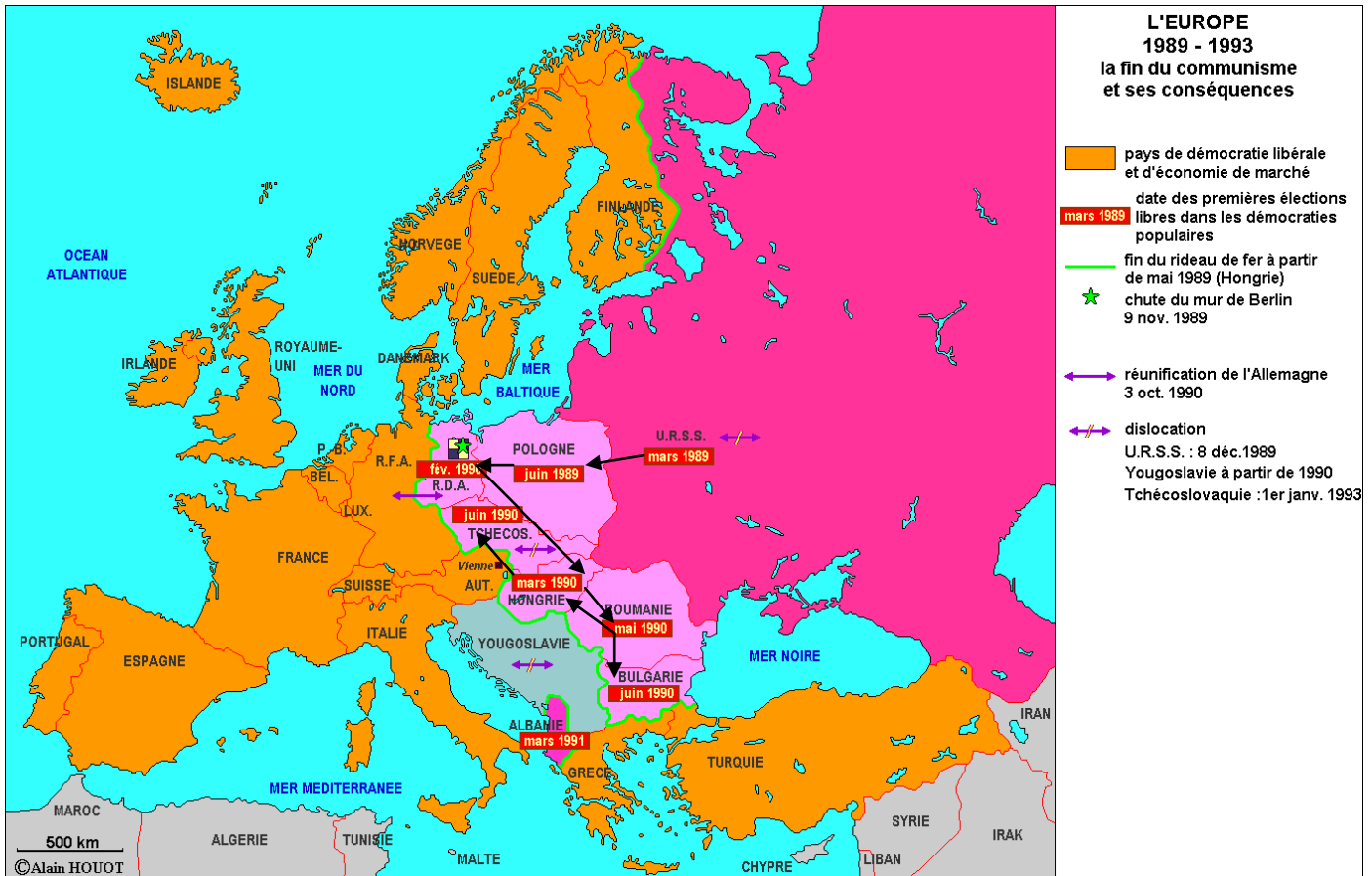
Elles rejoignent celles **des dissidents** dont le discours ne peut plus être présenté comme de la propagande pro-occidentale. En Pologne, Solidarnosc et l'Eglise accentuent leur pression sur un pouvoir de plus en plus fragile.

En Tchécoslovaquie, les grands écrivains du Mouvement de 1968 et en particulier Vaclav Havel qui devient le meneur de l'opposition anticommuniste.

**2. Chronologie de l'effondrement : étude de carte.**

L'effondrement des DP va prendre deux formes distinctes :

**Une démocratisation rapide qui conduit à des élections libres et à la disparition des régimes communistes.**  
**Une disparition « du rideau de fer ».**



**Chronologie de l'effondrement :**

- Mars 1989, l'URSS organise des élections locales libres qui voient l'élection des premiers hommes politiques non communistes.

- Février à Avril 1989 : **Table Ronde Polonaise**. Premier pas vers la démocratie.



- Mai et Juin 1989 : La Hongrie prend deux décisions fondamentales : (p 208 doc 2)  
 L'ouverture de la Frontière avec l'Autriche et l'organisation d' une **table ronde** sur le modèle polonais.



Dans ces deux Etats, les discussions aboutissent à un calendrier de démocratisation.

Malgré les tentatives des autres régimes communistes de se maintenir et de contenir l'opposition, les processus polonais et hongrois conduisent à une contagion généralisée.

**Photo p210** : La chute du mur dans la nuit du 9 novembre 1989 est le symbole de l'effondrement des régimes communiste qui s'effondrent les uns après les autres entre Juillet 1989 et mars 1991. (**Carte p 199**)

### 3. Les conséquences de l'effondrement.

#### a) Démocratisation, Transformations économiques, tensions internes.

La mise en place de démocraties dans les PECO se fait dans l'euphorie de la liberté. Les PC subissent tous d'importants échecs qui conduisent à leur disparition ou à leur transformation sous des formes plus démocratiques. Ils représentent très rarement plus de 20 % de la population.

Certains hommes politiques communistes se transforment et tentent voire réussissent à se maintenir au pouvoir.

**Photo p211** : Milosevic : ancien chef communiste de Yougoslavie devient en 1990, le chef du parti nationaliste serbe et engagera son peuple dans une guerre contre ses voisins ayant choisi le démembrement de la Yougoslavie)

Les réformes démocratiques s'accompagnent de réformes économiques libérales qui plongent la plupart des DP dans une grande crise économique (faillite, chômage, appauvrissement, émigration).

Dans presque toutes les nouvelles démocraties, les partis qui ont pris le pouvoir perdront les élections suivantes, payant ainsi, l'impopularité des réformes. Dans les années 1990, un « **courant communiste nostalgique** » rencontre un soutien d'une part minoritaire mais importante de la population.

Peu à peu, les nouvelles démocraties organisent une vie politique classique fondée sur une division classique Droite/Gauche/Centre qui conduit à une alternance politique. En revanche, d'un point de vue économique les PECO n'ont pas rattrapé leur retard économique.

Carte NUTS : PIB/ habitants en SPA.

Deux pays n'ont pu éviter l'éclatement :

- **la Tchécoslovaquie** se divise en 1993 en Deux états après un referendum populaire. Cette scission se fait pacifiquement.

- **La Yougoslavie** qui de 1991 à 1995 connaît une sanglante guerre qui se poursuivra ensuite au Kosovo (1996-2000), une province serbe qui réclame l'indépendance (autoproclamé en F. 2008) mais qui n'est toujours pas reconnu par la totalité des états européens.

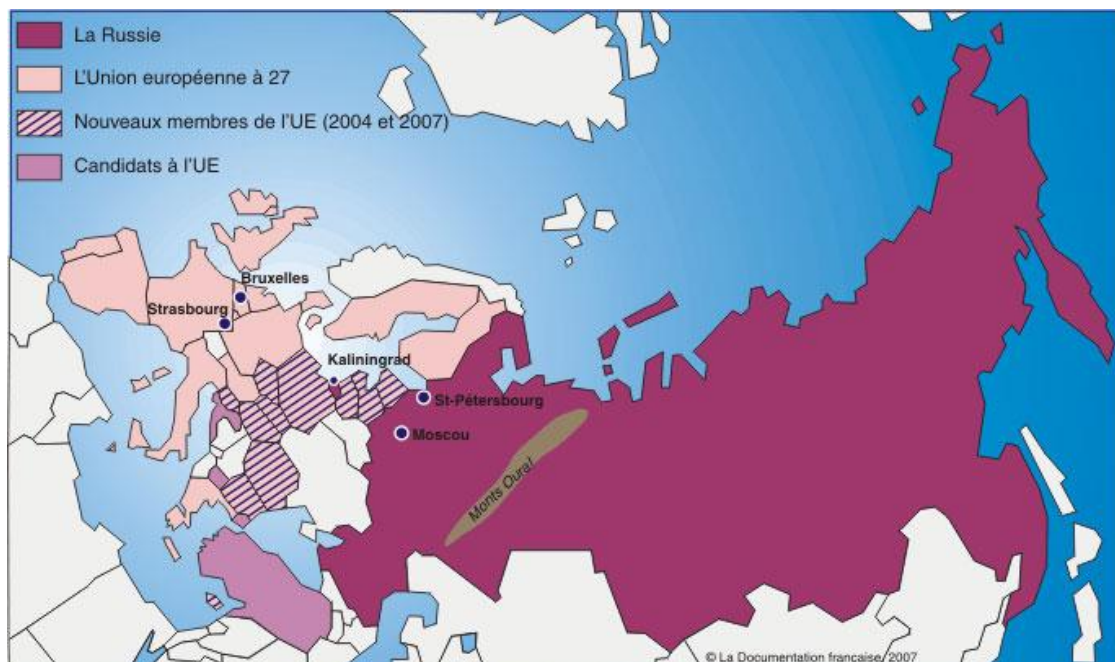


#### b) Politique Pro-européenne ou Atlantisme ?

Les PECO se sont tous portés candidats pour entrer dans l'UE et dans l'OTAN.

Quelles furent leurs motivations au-delà des avantages économiques que présente le marché commun européen.

L'étude des deux cartes suivantes peut apporter quelques réponses d'ordre géopolitique.



L'élargissement progressif de l'OTAN en Europe

Source : Documentation photographique n°8052

Les PECO conservent en mémoire les 45 années de domination soviétiques. Leur perception géopolitique en est profondément affectée ; leur vision de l'UE n'est pas la même que la nôtre puisqu'elle doit se concevoir sous un angle différent. Pour les PECO, leur situation intermédiaire entre UE et Russie les conduit à une volonté de s'intégrer résolument à l'OUEST européen. Ainsi être membres de l'UE et de l'OTAN leur garantit une plus grande autonomie vis-à-vis de leur voisin oriental et de ses éventuelles visées hégémoniques (restauration de la Grande Russie).

Conclusion : L'Histoire des DP est intimement liée à celle de l'URSS, c'est l'affaiblissement de cette superpuissance qui a permis leur émancipation. Mais l'Histoire des PECO est désormais davantage tourner vers l'Ouest et vers un partenariat plus important avec les autres pays de l'UE sous la protection des Etats-Unis d'Amérique qui leur assurent l'indépendance.